terre révoltés

it au beau milieu de leurs terres révolte les travailleurs de la terre d'Arnoult. L'un colère. Ce cultivateur de 52 ans est aussi conseiller municipal à Sainte-Gemme



Derrière Philippe Fabier, les vignes de Jacky Tessier, autre conseiller municipal saint-gemmois, sont impactées par le projet.

fille qui vient de créer une entreprise equestre; Christen, un jeune cultivateur bio; Nicolas Tirbois, un autre jeune agriculteur. L'ensemble des quarante projets du Schéma routier départemenrepresente donc un coût total de 550 millions d'euros. Celui qui concerne Groperie-Super U de Saujon memme 12.5 km pour un coût de 32 millions d'euros. Je voudrais terminer em partiant de ce que nous préconisons. Nous demandons simplement un réaméde la départementale 733. Il existe d'ailleurs un projet depuis 1999. Il await ette imitie par le CG 17 lui-même er carriement valide par les élus départememaux. Il allait de La Gripperie jusqu'à Saim-Sulpice de Rovan II devoit y avoir deux rands-paints : un à Codeuil et un mutre à Saint-Sulpice. Celui de Saint-Sulpice a d'ailleurs été construit et des bamdes de terres bordant la 733 ont eté achetées par le CG pour un réaménagement futur. Mais, pour des raisons

miee

oniti)+

III w

Willes It

E WIE

que j'ignore, ce projet a été enterré. Le projet actuel impacte plus de deux mille hectares. Le monde agricole est révolté. Nous sommes d'ailleurs en contact avec le collectif de Notre-Dame des Landes et pensons que notre combat est commun."

"Se mettre autour d'une table et pouvoir débattre"

"Aujourd'hui, nous demandons à être reçus et entendus, reprend-il. Dominique Bussereau prend ce projet pour un fait acquis. Mais il faut savoir que notre association vivra tant que ce projet ne sera pas retiré. Il est tout de même incroyable que, depuis vingt ans, on classe des terrains en ZNIEF (Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique) et que le seul fait que la préfète puisse déclarer ce projet routier d'intérêt public puisse anéantir vingt ans de travail et de protection de la nature. Enfin, je dois dire qu'il est tout aussi incroyable qu'il soit impossible de se mettre autour d'une table et de pouvoir débattre."

Certains élus locaux étant euxmêmes impactés par ce projet, le dossier pourrait être particulièrement suivi. En date du 7 juin 2012, le député Didier Quentin a adressé un courrier à un élu de Sainte-Gemme et aux personnes concernées par ce projet : "Vous pouvez compter sur ma vigilance dans le suivi de ce dossier sensible (...) Je l'ai même inscrit dans mon journal de campagne, en soulignant que le désenclavement routier ne doit aucunement se faire au détriment des terres agricoles." Les mots seront-ils suivis des faits ? L'avenir nous le dira. M. R.

"Incres de Saintonge se présente comme "une association citoyenne, sans appartenance politique qui a pour but de lutter contre les projets routiers pour préserver les terres agricoles, les paysages et les milieux naturels de Saintonge". Elle est présidée par une agricultrice, Catherine Bouquet, et compte 220 adhérents. La pétition proposée par cette association a recueilli à ce jour quelque 6 200 signatures d'élus locaux, travailleurs de la terre et particuliers.